

## INFLUENCE FRANÇAISE

On parle de l'influence française en Chine, au Japon, en Roumanie ou en Tchécoslovaquie. Il peut paraître paradoxal d'en parler dans un pays qui, comme celui-ci, est soumis politiquement et administrativement à la France et qui, selon toute apparence, ne doit et ne peut subir d'autre influence que celle de la nation dominatrice. Et de fait, l'influence française s'exerce ici souverainement, d'une façon exclusive, dans tous les domaines, sans même le contrepoids d'une tradition consciente de sa force et de sa pérennité, comme on pourrait le croire de la part d'une vieille nation qui n'est pas sans posséder d'antiques titres de noblesse. Rien que de très naturel à cela, d'ailleurs, puisque la suprématie politique est la plus puissante de toutes et qu'elle entraîne fatalement les peuples qui lui sont soumis à évoluer dans l'orbite de la nation impériale et souveraine. Ceux-ci risqueraient ainsi de perdre, s'ils en ont une, toute personnalité propre, danger d'autant plus grand pour eux que cette suprématie est plus forte et plus durable.

Est-ce à dire que l'influence française, qui découle de la suprématie politique de la France en pays d'Annam, s'exerce ici d'une façon vraiment profonde, qu'elle soit de nature à marquer ce peuple depuis bientôt cinquante ans d'une empreinte ineffaçable ? Est-ce à dire qu'elle puisse un jour, imprégnant pour ainsi dire toute l'âme du peuple annamite, la transformer complètement et faire du pays d'Annam, dans un avenir plus ou moins éloigné, une sorte de filiale de la France, une véritable « France d'Asie », comme on se plaît à se l'imaginer et à le proclamer déjà, fidèle image de la France métropolitaine ? Ces « imaginations » sont certes reposantes ; elles font entrevoir l'avenir sous un jour favorable à une union indéfinie et indissoluble de l'Annam à la France, ce qui est tout à fait dans la note du jour ; elles sont, si nous pouvons ainsi dire, essentiellement « bien pensantes », avec en plus une

pointe de romantisme qui ne laisse pas d'avoir une certaine séduction : l'Indochine, fille de la France, sa fille spirituelle, nourrie du lait de sa culture et du suc de sa civilisation, et non plus seulement son satellite politique, quel rêve séduisant ! Mais ces « imaginations » tiennent-elles un compte suffisant des réalités : réalité historique, réalité ethnique, réalité politique aussi ? Nous ne le croyons pas.

Bornons-nous au domaine intellectuel et moral, le plus important à notre point de vue. Quelle a été depuis cinquante ans, quelle est encore à l'heure actuelle, l'influence française dans ce domaine ? A-t-elle été vraiment bienfaisante pour les Annamites ? Commentaires s'est-elle exercée dans les différentes classes de la société ? Marque-t-elle un progrès ou un recul dans notre intellectualité ou notre moralité ?

La vérité nous oblige à dire qu'elle n'a pas toujours été très bonne, et qu'à certains points de vue elle s'est même révélée franchement néfaste.

L'ancienne société annamite se composait essentiellement d'une élite lettrée et d'un peuple d'agriculteurs. Sur le peuple des campagnes qui forme la majorité de la population de ce pays, l'influence française a été et est encore à peu près nulle. — Je me place toujours ici au point de vue moral et intellectuel, car il est indéniable qu'au point de vue politique et économique nos populations jouissent d'une paix et d'une sécurité relatives (je dis *relatives*, car si la grande piraterie n'existe plus, les vols et les pillages, surtout dans les années de mauvaises récoltes, sévissent toujours comme par le passé) et de commodités résultant des grands travaux publics entrepris dans certaines régions. — Nos *nhà quê* ne connaissent rien en général de la France et des Français ; le douanier allant en perquisition pour la découverte d'alcool de contrebande est le seul « agent de propagande française » dont ils reçoivent quelquefois, à leur grand dam, la visite. Là

où l'influence française se manifeste, c'est par l'intermédiaire d'un tirailleur en retraite, d'un ancien boy ou d'une « congai » au service d'Européens, de quelques « je l'école » qui ont appris à la ville ou au chef-lieu quelques bribes de français et commencent à traiter de haut les vieilles « barbes » de notables, à commencer par leur père et leurs oncles. On conçoit, ce qu'une telle influence a de bon; elle est au plus haut point perturbatrice, désorganisateur de la vie communale et familiale. Un intérieur « civilisé », dans la *nhà-quê*, se distingue par une certaine quantité de boîtes de conserves et de bouteilles d'eaux minérales (boîtes et bouteilles vides, bien entendu) et une collection de portraits *Mélie* collés au mur en torchis représentant de « belles dames françaises » plus ou moins habillées. Ces portraits remplacent les vieilles sentences parallèles démodées.

Mais, objectera-t-on, et l'assistance médicale, et l'enseignement public ?

En fait d'assistance, nous avons l'unique hôpital du chef-lieu avec un médecin français ou un médecin indigène, bâtiment administratif où le moindre infirmier est une sorte de fonctionnaire plein de morgue traitant les pauvres malades comme de la vile racaille. Dans les campagnes, il n'y a absolument rien; on compte peut-être dix maternités communales dans tout le Tonkin; encore celles-ci sont le plus souvent construites à l'instigation de riches notables dans un but de réclame personnelle.

Quant aux écoles, il y en a bien quelques-unes dans chaque circonscription, mais elles sont notoirement insuffisantes et souvent dirigées par de jeunes moniteurs pleins de prétentions, sans instruction réelle et sans expérience, n'inspirant aucune confiance aux parents qui aimeraient mieux envoyer leurs enfants chez le vieux lettré du village. Encore depuis la promulgation de la réglementation de l'enseignement privé, le vieux *thây-dò* lui-même ne peut plus tenir école, et dans un trop grand nombre de villages les enfants sont pratiquement laissés dans l'ignorance. — Là où fonctionne une école officielle, l'enseignement qui y est donné est tel qu'il ne présente qu'une très faible valeur éducative pour les enfants eux-

mêmes; à plus forte raison n'en présente-t-il aucune au point de vue de la diffusion de l'instruction et des idées françaises dans la masse. L'instituteur dans la campagne pourrait être un bon agent de propagande; encore faut-il qu'il soit lui-même mieux instruit, et surtout mieux « éduqué » et sache gagner la confiance des populations. Mais l'éducation française est inexistante; elle est négative, comme nous allons le voir ci-après.

Voilà pour le peuple. Voyons maintenant comment notre élite subit l'influence française.

L'élite annamite se compose d'abord d'une classe d'anciens lettrés formés par la culture traditionnelle et les humanités sino-annamites. Cette classe n'existe plus en Cochinchine; elle est en voie d'extinction au Tonkin et en Annam, faute de recrutement par suite de la suppression complète de l'enseignement traditionnel et des grands concours littéraires. Les plus vieux n'ont aucune notion de la culture ni de la civilisation occidentale; certains mandarins lettrés en Annam ne savent même pas le *quốc-ngữ*, qui est la romanisation de la langue annamite. Les plus jeunes, ceux qui ont entre quarante et cinquante ans, sont un peu frotés de « nouveau savoir », ce dernier acquis, non pas au moyen de livres français que leur ignorance ou leur connaissance trop rudimentaire de la langue française ne leur permet pas de lire dans le texte, mais par la lecture de manuels chinois répandus à profusion, aux environs de 1904-1905, par deux ou trois grandes maisons d'édition sino-japonaise de Canton et de Shanghai. Ce sont des manuels de vulgarisation scientifique traduits le plus souvent du japonais, de l'anglais ou de l'allemand, des manuels d'histoire et de géographie universelles, des biographies des grands hommes de différents pays, surtout celles de Christophe Colomb, de Napoléon, de Washington, de Bismark, des héros de l'indépendance italienne (Mazzini, Cavour, Garibaldi), etc; enfin des extraits plus ou moins bien traduits des philosophes occidentaux, notamment des écrivains français du 18<sup>e</sup> siècle: Rousseau, Montesquieu, Voltaire. — Il est assez plaisant d'entendre nos lettrés « modernisés » citer à tout propos et hors de propos du *Manh-dic-tu-*

crivain (en chinois *Mong-te-tseu.kiou* = Montesquieu), du *Lu-thoa* (*Lou-tso* = Rousseau), du *Phúc-lộc-dắc-nhĩ* (*Fou-lou-te-eul* (!) = Voltaire), sans bien comprendre les théories de ces écrivains ni saisir exactement leur portée philosophique et sociale. Encore qu'ils aiment à montrer qu'ils sont au courant des idées françaises, qui ne leur sont ainsi connues que par le canal de traductions chinoises, on ne peut pas dire non plus de ces lettrés qu'ils aient subi en rien l'influence française. Celle-ci est donc nulle en ce qui concerne les lettrés de l'ancienne école.

Reste la nouvelle élite formée dans les écoles françaises. S'il y a dans ce pays des hommes qui doivent subir profondément l'influence de l'éducation et des idées françaises, ce sont évidemment nos jeunes francisants, lauréats des écoles de France et d'ici. Cette influence leur a-t-elle été en tous points bienfaisante? Nous hésitons un peu à répondre à cette question. Ce serait une bien cruelle déception pour le peuple annamite de constater que l'éducation nouvelle donnée à l'élite de ses enfants, à ceux de qui dépend l'avenir même du pays, n'a produit jusqu'ici que des résultats négatifs, qu'elle s'est révélée au plus haut point destructrice de toutes les anciennes disciplines, de cette armature morale qui fait de nos aînés des « hommes » et non des êtres falots sans personnalité ni caractère, flottant comme des épaves entre des courants contraires. Cette éducation détruit sans rien édifier à la place. Même au seul point de vue de l'instruction, si nos jeunes « intellectuels » savent un peu plus que leurs aînés, sont-ils plus « cultivés » qu'eux? Si nous ne nous en tenions qu'à l'état actuel de la culture en ce pays, notre jugement risquerait d'être trop sévère. Pour apprécier équitablement l'effort des jeunes générations il faut, certes, attendre qu'elles aient atteint la maturité nécessaire; il faut attendre que l'instruction et l'éducation qu'elles ont reçues à l'école aient produit tous leurs fruits, les bons comme les mauvais, et que l'épreuve du temps et l'expérience de la vie y aient apporté les correctifs nécessaires. Mais pour le moment, il faut bien avouer que les résultats ne sont guère brillants. Le seul effet de l'éducation française a été de déannamitiser les jeunes Annamites, de les déannamitiser en quelque sorte, sans pour cela réussir à les franciser complètement;

ils deviennent des êtres à part, ni Annamites, ni Français, côtoyant deux civilisations sans adhérer intimement à aucune de manière à pouvoir édifier sur des bases solides leur personnalité morale et spirituelle. De là cette puérilité dans les idées, cette incohérence dans l'action, ce manque de vigueur intellectuelle et cette « atonie » morale, ce détachement complet de tout ce qui fait l'essence et l'originalité de la race, qui distinguent la grande majorité de nos « évolués ». Le prototype de cette jeunesse exclusivement formée dans les écoles françaises, c'est notre compatriote *Nguyên Au-Ninh* de Cochinchine, dont nous avons étudié le cas dans un précédent article. Cet exemple suffit; il n'est pas à l'honneur de l'éducation française.

Si nous examinons maintenant les résultats positifs, tangibles de cette éducation, nous constatons qu'ils se réduisent, du Nord au Sud de l'Indochine, à une dizaine d'ingénieurs, de docteurs, de professeurs annamites péniblement formés dans les Universités de France. Ces hommes ont fait dans les écoles métropolitaines d'honnêtes études couronnées d'honnêtes succès; ils représentent tout au plus une bonne moyenne parmi la multitude d'étudiants étrangers qui viennent s'instruire en France; ce sont, si vous voulez, d'excellents « élèves », devenus de bons fonctionnaires ou même d'honorables praticiens; ce ne sont en rien d'éminentes valeurs faisant honneur aux qualités originales de leur race. La plupart ne sont même plus Annamites; ils ont délibérément fait abandon de leur nationalité annamite et sollicité la naturalisation française; ils sont perdus pour la collectivité annamite et n'apportent rien à la communauté française dont ils viennent grossir inutilement les derniers rangs.

Voilà le bilan de l'influence française en pays d'Annam après cinquante ans d'occupation.

Au risque de paraître paradoxal, nous disons que cette influence, au point de vue intellectuel, est moins profonde ici, dans cette Indochine soumise à la domination politique de la France, qu'au Japon, par exemple, où une pénible propagande a produit néanmoins d'appréciables résultats et où un Japonais cultivé connaît beaucoup mieux les philosophes, les écrivains, les artistes français que le plus brillant de nos « universitaires ». Bergson

a été ardemment étudié et discuté dans les milieux intellectuels japonais, et tous ses ouvrages traduits en japonais; quel est « l'intellectuel » annamite capable de comprendre, ce qui s'appelle comprendre, le plus grand métaphysicien de notre temps? — Et pourtant l'Annamite n'est pas, que nous sachions, intellectuellement moins bien doué que le Japonais.

Qu'est-ce à dire sinon que la prépondérance politique n'est pas toujours favorable à une saine influence intellectuelle et morale et que, dans ce pays, l'influence française s'est jusqu'ici exercée pour ainsi dire à faux, suivant des méthodes défectueuses et sur un terrain insuffisamment préparé? Nous verrons dans les lignes qui suivent ce qu'on pourrait faire pour remédier à cet état de choses peu digne de la France éducatrice et civilisatrice, qui se fait gloire d'être l'institutrice des nations et des peuples. Les Annamites eux-mêmes méritent mieux que cela.

En général, une grande puissance ne cherche à développer son influence dans un pays que pour y conquérir ou y affermir une prépondérance politique ou économique. Les Etat-Unis n'ont pas d'autre but en dépensant tant d'argent pour leurs œuvres missionnaires en Chine et leur vaste réseau de la Y. M. C. A. Il semble que la France, ayant déjà conquis l'Indochine politiquement et économiquement, se désintéresse d'y exercer d'une façon consciente et méthodique son influence intellectuelle et morale. Les discours, les rapports officiels affirment le contraire, et à propos de notre Université en miniature parlent même de l'Indochine comme d'un relais de la pensée latine en Extrême-Orient, comme d'un centre de rayonnement du génie français dans le Pacifique. Mais tout cela, c'est de la phraséologie et ne trompe plus personne; la réalité est là: après cinquante ans d'occupation française, l'Indochine tout entière ne compte pas plus de dix docteur, ingénieurs, professeurs indigènes, dont la plupart d'ailleurs ont perdu toute personnalité annamite comme ils ont renoncé à leur nationalité; les hommes vraiment cultivés, ayant le goût des choses de l'esprit, le culte des idées, le sens du jugement, deviennent de plus en plus rares, tandis qu'augmente chaque jour une classe d'« évolués » qui, sous un

vernis d'instruction occidentale, cachent une anarchie intellectuelle et morale des plus inquiétantes. Voilà les résultats: ils contrastent vraiment trop avec les assurances officielles.

En formulant ces assurances, nos dirigeants sont peut-être sincères; leur but n'est pas uniquement de se payer et de nous payer de mots, ils sont de bonne foi en rêvant une Indochine filialement attachée à la France par les liens de l'esprit et du cœur. C'est qu'au fond ils sont victimes d'une erreur assez profondément enracinée dans leur esprit; ils s'imaginent faire du sentiment quand en réalité ils ne font que de la politique comme les autres; ou plutôt ils veulent mêler le sentiment à la politique, ce qui les empêche de voir la réalité et de s'y adapter. Car la réalité n'est pas ce qu'ils croient: il ne suffit pas à la France de s'installer dans un pays, d'y régner en maîtresse, pour que du coup, par une sorte de grâce, son influence opère sur les indigènes, les transforme intellectuellement et moralement, faisant d'eux de véritables enfants spirituels de la Métropole. Il ne suffit pas pour elle d'y transporter son administration, ses fonctionnaires, son enseignement, sa législation pour faire le bonheur des indigènes et affermir en même temps son autorité et son influence. D'ailleurs le terme même de « colonie » abuse et induit souvent en erreur: la colonie est ou un prolongement naturel de la Métropole, ou un pays exotique habité par des populations incultes, et dans l'un et l'autre cas, les mêmes méthodes en usage dans la Métropole doivent être également bonnes dans la Colonie. Aucun travail d'adaptation, aucune préparation spéciale du milieu et des hommes ne sont nécessaires. Ou les indigènes sont quantité négligeable, ou ils subissent passivement l'influence de la Métropole, dans la mesure de leurs faibles facultés, sans réaction ni déformation. Or, ce n'est pas le cas de l'Indochine qui n'est pas une colonie comme les autres; et du moins dans sa partie annamite, qui est la plus importante, elle a formé à travers les siècles une nation homogène ayant son histoire, ses traditions, ses cadres sociaux, sa civilisation, bref son individualité propre. Elle n'est plus une page blanche sur laquelle on puisse écrire n'importe quoi. Toute influence étrangère, sous peine de s'exercer à faux, doit tenir compte de ces

réalités ethniques et historiques, s'adapter aux conditions du milieu et à la mentalité spéciale de ses habitants. C'est ce que la France n'a pas toujours fait ici. Ceux qui la représentent en Indochine, cédant à cette tendance assimilatrice qui est une des caractéristiques de la race, s'y comportent comme ils le feraient en France ou dans toute autre colonie. Ils ne « réalisent » pas les différences profondes qui existent entre les deux races en présence. Les premiers venus ont essayé de nous étudier ; ils nous ont en général assez bien compris ; ceux qui viennent après n'ont plus cette curiosité.

Toutes ces raisons font que l'influence française qui aurait pu être bienfaisante aux Annamites et utile à la France n'a produit jusqu'ici que d'assez médiocres résultats : elle a désorganisé la mentalité annamite et créé un mouvement de désaffection à l'égard de la France, mouvement qui, pour ne pas être général, n'en est pas moins réel, surtout depuis quelque temps.

Ce qu'il faudrait faire maintenant pour remédier à cet état de choses, c'est d'abord une réforme totale du système d'enseignement qui est tout à fait inadapté au pays. C'est une question que nous avons déjà traitée et sur laquelle nous reviendrons. L'école est certes un puissant moyen de propagande, et il est même remarquable que le Gouvernement français, disposant en fait du monopole de l'enseignement en ce pays, ne soit pas arrivé à de meilleurs résultats pour le développement de l'influence française. Mais à côté de l'enseignement, il est d'autres moyens de propagande qui pourraient être utilement employés. Le livre est un de ces moyens là. On nous objectera que le livre français est répandu ici à profusion, que les Annamites n'en lisent pas d'autres et qu'on n'a que l'embarras du choix. Cela est exact. Mais en dehors des manuels scolaires, des traités didactiques nécessaires pour la préparation des examens ou le « bachotage », que lisent en général nos jeunes compatriotes assez versés dans la connaissance de la langue française pour pouvoir comprendre un ouvrage français (ceux-là sont bien moins nombreux qu'on ne le croit) ? Eh bien, ils lisent n'importe quoi, au hasard des livres qui leur tombent sous les yeux, le plus souvent sans méthode comme sans critique. Les plus sérieux, ceux qui ont vrai-

ment l'idée de s'instruire, même après l'école, sauront, après les tâtonnements du début, faire leur choix parmi la multitude d'ouvrages qui nous arrivent de France. Il suffira de leur donner les conseils et les indications nécessaires. Les autres, ceux surtout qui, soit vanité, soit snobisme, veulent paraître avancés et vont toujours aux extrêmes, seront fatalement à la merci de mauvaises lectures qui leur détraqueront l'esprit et leur fausseront le jugement, et il n'y aura rien à faire. — Mais tous les Annamites ne sont pas des francisants ; songez qu'il nous faut dix à quinze ans d'étude de la langue française pour pouvoir lire un ouvrage français dans le texte. La langue française se répandra de plus en plus, c'est une chose certaine ; il arrivera un jour où tous les Annamites parleront plus ou moins français ; c'est même probable. Mais il n'y aura jamais qu'une élite qui pourra accéder à la véritable culture française. Cette élite se réduit pour le moment à ceux qui ont fait quelques vagues études secondaires ou supérieures, et nous avons vu qu'elle n'est rien moins que sélectionnée. Il faudrait pouvoir l'étendre à tous les Annamites qui, francisants ou non, ont le goût de la culture et la passion du savoir. Et ceux-là sont très nombreux ; ils se plaignent justement de n'avoir rien comme pâture intellectuelle, — celle que leur sert la presse indigène, — soit dit sans trop contrister nos confrères, n'est pas toujours de premier choix, — puisque ne connaissant pas le plus souvent suffisamment le français pour lire les livres français, ils en sont réduits à s'instruire avec les quelques manuels chinois et annamites que nous possédons (nous parlons ici, bien entendu, des livres modernes et non des anciens classiques sino-annamites). A toute cette partie de l'élite, la plus nombreuse, la plus intéressante aussi, il faudrait donner également le moyen de s'initier à la culture moderne par de bonnes traductions des grandes œuvres françaises. Si notre Administration avait été plus avisée, c'est ce à quoi elle aurait dû songer déjà dès 1904-1905.

Que reprochèrent en effet au Gouvernement français nos lettrés réformistes de l'époque ? Ils lui reprochèrent notamment de faire preuve d'obscurantisme en ne voulant pas répandre dans le pays les bienfaits du « nouveau savoir »

qu'ils étaient obligés d'aller chercher en Chine et au Japon. En réclamant des écoles techniques, des Universités, ils ne se rendaient certainement pas compte des difficultés de telles créations ; pour avoir un enseignement supérieur, il fallait d'abord organiser l'enseignement secondaire, et l'enseignement secondaire repose sur l'enseignement primaire qui était encore à peu près inexistant. Mais en demandant au Gouvernement de faire traduire des ouvrages français et de les répandre à profusion dans le peuple, ils avaient raison. Et il eut été si facile alors de les contenter, et d'arrêter même dans une certaine mesure le mouvement réformiste et l'exode des lettrés en Chine. Mais le Gouvernement français ne l'a pas compris ; il a préféré attendre que tous les Annamites sachent le français pour s'initier eux-mêmes à la culture française, et nous avons vu les résultats de ce désintéressement, de cette carence gouvernementale : on a laissé en dehors de l'influence française la véritable élite annamite, celle des lettrés, et on a formé à côté une jeunesse qu'on cherche à détacher de plus en plus des traditions de sa race et qui, faute de ce fonds national, se révèle inapte à s'assimiler vraiment la culture moderne. Mais ce que le Gouvernement n'a pas su faire à temps, il pourrait encore le faire aujourd'hui ; mieux vaut tard que jamais. Des traductions bien faites d'ouvrages comme *l'Histoire de la civilisation en France* de Ramebaud, la *Cité antique* de Fustel de Coulanges, par exemple, rallieraient à l'influence française une nombreuse élite annamite qu'elle n'a pas pu toucher jusqu'ici. — On nous objecterait que ce travail de traduction et de vulgarisation, les Annamites pourraient l'entreprendre eux-mêmes, et qu'en cela comme en toute autre chose, il ne faudrait pas tout attendre de l'Administration. Oui, mais étant donné l'évolution des esprits depuis quelque temps, les Annamites auraient plutôt tendance, à traduire Karl. Marx et Lénine que Ramebaud et Fustel de Coulanges. Certes, l'initiative privée pourrait beaucoup aider le Gouvernement dans cette œuvre de bonne et saine propagande. Mais pour assurer un choix judicieux des ouvrages à traduire, conforme au but poursuivi, et une large diffusion des traductions avec un prix aussi bon marché que possible (voyez les traductions chinoises de la Y. M. C. A.

en Chine), il faudrait que le Gouvernement lui-même prit la chose en mains et s'en occupât sérieusement. Nous nous permettons de présenter cette suggestion à nos gouvernants.

Nous avons parlé de propagande ; ce terme peut paraître suspect à nos compatriotes, puisqu'il est entendu que la propagande n'est autre chose qu'un bourrage de crâne officiel. Mais il y a propagande et propagande ; celle que nous préconisons et qui consiste à faire connaître au plus grand nombre possible de nos compatriotes, à ceux surtout qui n'ont pas pu faire d'études françaises complètes, la culture et la pensée françaises dans ce qu'elles ont de meilleur, est la bonne, et il est de notre devoir d'y contribuer.

Les Annamites ne répugnent donc pas à subir l'influence intellectuelle et morale de la France ; ils souhaitent, au contraire, qu'elle soit aussi largement répandue que possible. Ils demandent que la culture française soit en quelque sorte mise à leur portée, sans que tous soient astreints pour y parvenir péniblement, à faire dix, à quinze ans d'étude de la langue française, étude qu'ils doivent commencer très jeunes et qui, telle qu'elle se fait dans les écoles officielles à l'heure actuelle, présente ce grave danger de les dénationaliser en leur faisant perdre contact avec les traditions de leur race. Car, et ceci est très important pour nous Annamites, sans un bon fonds national, il n'y a pas de vraie culture possible ; comme l'a dit un écrivain français, « impossible de penser sans un arrière-plan, sans une perspective ouverte derrière nous et vers laquelle se tourner de temps en temps pour y trouver des repères » (Robert de Traz). — Mais ceci est une question qui intéresse particulièrement nos compatriotes et que nous avons nous-mêmes traitée à maintes reprises dans nos publications en langue annamite. Nous n'y revenons pas ici.

Pour résumer, la question de l'influence française en pays d'Annam est au fond un problème d'éducation et un problème de propagande. Le premier est très complexe et doit faire l'objet d'une étude sérieuse. Le second est relativement facile ; il comporte des moyens divers ; ceux que nous avons indiqués sont aisément réalisables ; il y en a d'autres sur lesquels nous reviendrons.

PHAM QUYNH.

## LA POLITIQUE D'AUJOURD'HUI

Que la politique soit une science ou plutôt un art ayant pour objet la gestion des affaires de la cité, c'est ce que l'étymologie nous permet d'affirmer sans la moindre chance d'erreur. Mais les affaires de la cité ne sont rien de moins que toutes les affaires de tout le monde, en sorte qu'il est très difficile de dire où commence la politique et où elle finit. Au temps lointain de Montesquieu, la discrimination entre ce qui est politique et ce qui ne l'est pas était encore relativement aisée : théoriciens et doctrinaires n'avaient pas grand mal à ordonner entre elles au gré de leurs systèmes les quatre ou cinq idées très simples qui servaient de directives à la vie publique du pays. Mais par la suite la complexité croissante des rapports sociaux, complexité résultant surtout de l'incroyable développement de l'industrie des transports et des échanges, a rendu beaucoup moins définies, en les élargissant, les frontières de la politique. Depuis un siècle, et surtout depuis un demi-siècle, l'histoire intérieure et extérieure des États est caractérisée par les empiètements constants du technique et de l'économique sur le politique.

La doctrine, comme il arrive bien souvent, a ici quelque peu « stylisé » la réalité en érigeant les tendances en principes et les faits en théories. Après avoir constaté l'infiltration, d'abord lente, puis torrentielle, des préoccupations matérielles ou professionnelles dans les discussions du forum, nos philosophes de la cité moderne ont été tout naturellement conduits à proclamer que cette orientation du civique vers l'économique était fatale, et de plus qu'elle est salutaire en tant que correspondant au processus normal de l'évolution des sociétés contemporaines. Depuis une quinzaine d'années, il est bien peu de systèmes politiques ou de programmes de partis qui ne se soient fondés sur cet axiome que les « valeurs » techniques doivent être, soit substituées soit superposées aux « valeurs » traditionnelles sur lesquelles repose la vie publique de nos démocraties parlementaires et que le citoyen doit faire place au producteur et

au technicien lorsqu'il s'agit de donner à l'État l'impulsion et la direction dont il ne saurait se passer.

Il serait intéressant et sans doute assez facile de déterminer avec précision les origines historiques et intellectuelles de cette conception si en faveur aujourd'hui : ce qui est certain, c'est que les collectivistes, inventeurs du matérialisme historique, ont contribué plus que quiconque à la formuler et à la populariser en faisant appel pour résoudre la question sociale à la notion « d'intérêt » et à cette notion seulement, en supprimant purement et simplement la politique pour la remplacer par une organisation technique de la production et de la répartition des richesses. Les tendances les plus opposées ont trouvé leur compte à cette théorie qui, à défaut d'autre mérite, a celui de pouvoir servir à la défense de tous les intérêts les uns contre les autres et présente en outre l'« avantage » de rompre carrément avec les traditions politiques qu'il est fort simple et qu'il peut paraître élégant de trouver surannées.

Ouvrez, par exemple, le volume que MM. Alfred de Tarde et Robert de Jouvenel viennent de consacrer à la *Politique d'aujourd'hui*, ouvrage qui, fort intéressant à beaucoup d'égards, est conçu sur un plan tout à fait original, car, loin d'exposer une doctrine commune aux deux signataires, il oppose au contraire dans tous les domaines la doctrine du premier — partisan du « bloc national » — à la doctrine du second — partisan du « bloc des gauches ». Ce plan, à lui seul, nous ouvre la perspective d'une controverse politique animée portant sur les questions les plus brûlantes qui puissent se poser ; mais combien notre attente est trompée ! Le livre de MM. de Tarde et de Jouvenel est consacré, en réalité, à l'exposé et à l'étude de problèmes purement techniques qu'ils envisagent en faisant abstraction presque complète des grandes tendances proprement politiques qui se partagent actuellement le pays. Liquidation de la guerre, restauration financière et monétaire, paiement des réparations, organ-

sation de la production : ce sont bien là des problèmes vitaux, essentiels, que MM. de Tarde et de Jouvenel abordent avec intelligence et compétence, mais ce sont des problèmes que leur importance et leur pressante actualité n'empêchent pas d'être secondaires au regard de l'énigme bien plus essentielle encore, bien plus vitale que le sphinx politique pose en ce moment à l'Œdipe électoral. Ce ne sont pas des problèmes politiques.

Les problèmes ou plutôt le problème politique, car il n'y en a qu'un, c'est de discerner la meilleure base, l'assiette la plus stable à donner au gouvernement du pays par le pays, en vue précisément de permettre aux problèmes techniques d'être résolus par la suite dans les meilleures conditions possibles et dans l'esprit le plus conforme aux intérêts nationaux. La situation politique de l'après-guerre est marquée par deux tendances d'une très grande amplitude et d'une portée extrêmement générale : d'une part, le ralliement au régime d'éléments de droite, qui, définitivement acquis aux institutions républicaines entendent collaborer à l'aménagement de ces institutions dans le sens de leurs préférences et de leurs traditions ; d'autre part, la désaffection à l'égard de ce même régime d'éléments d'extrême gauche désireux d'assurer la révolution sociale par des procédés dictatoriaux. Qu'il y ait lieu soit de favoriser ce ralliement, déjà plus qu'aux trois quarts réalisé, en ouvrant plus largement encore les portes de la maison républicaine, soit de retarder cette désaffection en faisant des concessions à l'esprit socialiste et internationaliste, soit encore d'opter pour une position intermédiaire adaptant aux circonstances la vieille formule « ni réaction, ni révolution », c'est là une question de fond dont nous n'avons pas à nous occuper ici. Mais que le publiciste adonné aux problèmes civiques, que l'homme d'action soient dans l'impossibilité de se désintéresser de ce débat préjudiciel, que toutes les solutions que l'un ou l'autre peut préconiser soient étroitement commandées par l'orientation qui sera donnée à la politique générale de la République, voilà ce dont on ne saurait douter. Ce n'est pas en suggérant des réformes dans le domaine économique ou technique qu'on

influe sur la politique d'un pays : c'est, tout au contraire, en faisant de la politique qu'on rend ces réformes possibles et qu'on détermine l'esprit dans lequel elles seront réalisées. C'est encore moins en subordonnant les idées aux intérêts, le citoyen au producteur, le Parlement au syndicat, qu'on s'assurera la sauvegarde efficace des intérêts de la production et des groupements professionnels : c'est en donnant à la gestion des affaires du pays une orientation telle que le maximum d'intérêts et la majorité des groupes y trouvent leur compte. Qui peut le plus peut le moins : le politique commande le technique et, sauf dans la cité marxiste, ne saurait être commandé par lui.

Or, feuilletiez le livre de MM. de Tarde et de Jouvenel ; ni dans les idées personnelles exposées par ces représentants d'opinions antagonistes ni, dans celles qu'ils ont recueillies au cours de leur enquête auprès des hommes de leurs partis, vous ne trouverez rien ou presque qui ressemble même de loin à de la « politique » dans le sens que nous venons de donner à ce terme. Sans doute, M. de Tarde souhaite que son parti soit enfin en possession d'une « doctrine » reposant sur une analyse de faits et une critique des idées ; mais il entend par là tout autre chose qu'une doctrine politique, au sens où l'entendaient nos « doctrinaires » de jadis, car les pièces essentielles en devraient être selon lui, l'organisation professionnelle, le régionalisme et la réforme administrative, le recrutement des valeurs intellectuelles, etc. M. Robert de Jouvenel, au contraire, se faisant l'interprète d'opinions assurément voisines des siennes, se plaint de ce que notre Parlement actuel ne représente que des doctrines : il attribue donc à ce mot son sens traditionnel, mais sa pensée est exactement la même que celle de M. de Tarde, puisqu'il semble souhaiter un Parlement de techniciens, ou, tout au moins, une représentation professionnelle distincte de la représentation politique, dans le cadre de la région organisée. Organisation professionnelle, régionalisme, réforme administrative, c'est là tout justement le programme de M. de Tarde.

Comment se fait-il donc qu'un avocat du « bloc national » et un paégyriste du

« bloc des gauches », à la suite d'une enquête menée parallèlement, mais dans un esprit théoriquement tout différent, arrivent à suggérer des solutions identiques ou en tout cas fort analogues sur des points d'une aussi grande importance ? C'est que ni l'un ni l'autre ne se sont vraiment placés au point de vue politique. Ayant constaté l'un et l'autre que les frontières des vieux partis ont éclaté à la suite des grands événements de la guerre et que de nouvelles formules s'imposent, ils se sont attachés à esquisser, conformément au goût du jour, et, si l'on me permet cette expression, à la mode intellectuelle, les linéaments d'un programme des partis nouveaux. C'est fort bien ; mais que seront ces partis ? Quels seront leur axe politique, leur clientèle dans le pays ? Au moyen de quelles alliances, de quels cartels notre démocratie ondoyante et sollicitée de toutes parts arrivera-t-elle à dégager une majorité, à créer un état d'équilibre stable ? C'est cela qu'il faudrait tâcher de discerner tout d'abord, avant de s'attacher, comme l'ont fait nos deux auteurs en orientant leur enquête en ce sens, à déterminer les bases d'une politique de la production et d'une politique des échanges, avant de partir à la recherche d'une cure radicale de la crise financière, avant de songer à la réforme constitutionnelle, avant même de scruter dans son angoissante complexité le problème des réparations.

Car, enfin, ce n'est pas autour des programmes que cristallisent les partis, c'est autour des partis que cristallisent les programmes. Dire, comme le font en somme nos auteurs, que tel nouveau parti devra, pour être en harmonie avec les présentes circonstances et l'état actuel des esprits, s'inspirer de tel nouveau programme, c'est ou bien procéder à une anticipation tant soit peu arbitraire, ou bien mettre tout bonnement la charrie devant les bœufs. Le règlement des rapports entre la vie professionnelle et la politique, l'organisation des intérêts régionaux, l'aménagement des pouvoirs publics dans le sens d'un fonctionnement plus pratique, d'un meilleur rendement, d'une répartition plus précise des responsabilités, toutes ces réformes ne vaudront et ne sauraient valoir que par l'esprit dans lequel elles seront réalisées. Or cet esprit

variera du tout au tout selon qu'il sera celui du bloc des gauches, dont l'idée même repose sur la collaboration avec les socialistes, ou celui des républicains traditionalistes attachés aux idées libérales des fondateurs de la démocratie française ; selon que le régime acceptera ou n'acceptera pas les concours qui lui viennent à l'envi d'éléments autrefois non ralliés ou incomplètement ralliés à ses principes ; selon la part respective que la République fera dans sa doctrine et dans son action à l'idée de conservation et d'autonomie nationale, et à celle d'organisation et de collaboration internationales.

Cette vérité, notons-le bien, MM. de Tarde et de Jouvenel ne se refusent pas à la reconnaître. Pour eux comme pour nous, le choix que la nation a actuellement à faire entre les diverses solutions possibles du problème des réparations et de la reconstruction de l'Europe, des questions économiques et budgétaires, est commandé, au moins dans une certaine mesure, par des considérations politiques. Ils admettent donc l'existence et même l'utilité des partis. Mais leur erreur est de croire que les « grands partis modernes » dont ils souhaitent la constitution devront nécessairement, sous peine de faillite générale, renouveler l'esprit des programmes antérieurs en s'orientant plus nettement vers la préoccupation des valeurs techniques, vers la collaboration des « intérêts » à la gestion des affaires publiques. C'est toujours la même confusion : s'il est illogique, et d'ailleurs illusoire, de substituer l'économie à la politique, il n'est ni moins illusoire ni moins illogique de vider la politique de sa substance en la pénétrant en quelque sorte de l'esprit économique.

En réalité, quoi que l'on veuille et que l'on fasse, la frontière entre les deux domaines est et restera toujours fort nettement tracée, les rapports incontestables et incontestés qui les unissent n'étant que rapports de subordination et de dépendance où le rôle directeur appartient à la politique, c'est-à-dire en dernière analyse à l'intérêt général sous sa forme la plus abstraite et la plus élevée. Il y a bien longtemps qu'une formule célèbre : « Faites-moi de bonne politique et je vous ferai de bonnes finances », a prouvé

sa parfaite efficacité. Etendons-la à tous les domaines autres que la finance, c'est-à-dire à l'ensemble des questions techniques dont la solution importe aux intérêts matériels de l'Etat et, par voie de conséquence, à ceux des groupements et des particuliers. Nous aurons ainsi fait choix, je le crois bien, de la meilleure directive dont on puisse s'inspirer en France, par ces temps troublés d'après-guerre que

caractérise une tendance si fâcheuse et si générale à la confusion des idées et à l'affaiblissement de la notion de « civisme » sans laquelle les Etats, grands et petits, ne sont plus qu'une cohue d'intérêts.

MAURICE RECLUS

(*Le Temps*)

## LE GOUVERNEMENT ET L'OPINION

Les alliés ont été à plusieurs reprises déçus par la politique des Etats-Unis après l'armistice. Depuis le refus de signer le traité de Versailles jusqu'aux discussions sur les dettes, des faits nombreux sont venus leur prouver qu'un changement substantiel s'était fait dans les dispositions de l'Amérique envers eux. A quoi tient ce changement ? Pour ceux qui connaissent l'Amérique, il n'y a aucun doute sur ce point : à un changement de l'opinion publique. Il serait exagéré de dire que l'opinion publique des Etats-Unis s'est retournée contre les anciens alliés ; mais il n'est que trop vrai qu'elle s'en est détachée considérablement depuis cinq ans.

Etudier si ce changement est justifié ou non, serait une tâche intéressante ; mais elle nous obligerait à des discussions trop compliquées. Il vaut mieux se borner à étudier le fait du changement en lui même, et se demander ce qu'il signifie dans la politique actuelle.

Depuis onze ans tout le monde répète que l'ère des peuples a commencé ; que les peuples maintenant conduisent leurs gouvernements, qu'ils font la guerre et la paix, qu'ils disposent de leur destinée. Mais les gouvernements et l'opinion de tous les pays continuent à se conduire comme si la volonté et les idées des cercles restreints, qui représentent le gouvernement, décidait de tout. En pratique on ne

tient aucun compte de ce que cette masse énorme, anonyme, invisible et indésirable — le public — pense et veut, dans les pays avec lesquels on a des intérêts ou des affaires politiques à débattre.

L'erreur est grave, et on lui doit un nombre considérable de difficultés depuis la guerre. La démocratie est devenue une réalité, même dans les pays qui la nient avec le plus d'opiniâtreté. Aujourd'hui, dans tous les pays qui appartiennent à la civilisation occidentale, il y a des questions qui n'intéressent pas le public et dont les gouvernements sont maîtres absolus. Ils peuvent les résoudre comme ils veulent, car l'opinion publique ne comprend même pas la valeur des solutions différentes qu'on peut leur donner. Mais il y a des questions pour lesquelles l'opinion publique se passionne ; dans celles-ci les gouvernements ne sont plus que les exécuteurs, habiles ou maladroits, de cette vague mais toute puissante volonté collective. Les opinions personnelles des membres du gouvernement ne comptent plus.

On a trop perdu de vue, en Europe, cette vérité élémentaire ; et c'est pour cette raison que la question des dettes a été la cause de tant de désagréables surprises. On n'a pas fait attention au mouvement d'opinion qui, depuis cinq ans, poussait le gouvernement américain à trancher la question dans le sens du droit strict du créancier.

On l'a même renforcé, en n'y portant pas l'attention qu'il méritait, par imprudence. Et c'est ce mouvement d'opinion qui a décidé l'attitude du gouvernement américain.

Il y a là une grosse difficulté de la politique future. A mesure que les gouvernements tombent, dans les grandes questions, sous la dépendance de l'opinion publique, celle-ci devient une force décisive dans la conduite des grandes affaires humaines. Comme autrefois, pour bien mener les affaires diplomatiques, il fallait connaître l'opinion et les dispositions du roi, de sa maîtresse, de ses amis et confidents, de quelques ministres et des personnes, hommes, ou femmes, qui pouvaient avoir de l'influence sur eux, il faudra à l'avenir deviner quelle pourra être, devant un fait ou une question, la réaction de cet être amorphe et partout présent qu'est « le public ». Mais tandis qu'il était relativement facile de savoir ce que voulait ou ce que ferait, dans des circonstances données, une cour, que de surprises se cachent dans les formidables mouvements d'opinion qui secouent notre époque.

S'il est difficile de prévoir quelle sera la réaction de l'esprit public d'un pays devant un événement qui se produit ou devant une grosse question qui se pose, il est encore plus difficile d'agir sur cette réaction. Les rois d'autrefois étaient beaucoup plus accessibles aux influences que les peuples modernes. Dans les questions graves et passionnantes, l'opinion publique se détermine, en général, sous l'impression de certains faits ; et tant que cette impression n'est pas effacée par d'autres faits, les raisonnements, même les meilleurs, ne servent à rien. La « propagande » n'a été qu'une des innombrables illusions de la guerre. Le public ne tient aucun compte des arguments, écrits ou parlés, qui contredisent son opinion.

Nous en avons fait une expérience décisive en Italie avec la propagande allemande, pendant la première année de la guerre. Inquiet du revirement qui s'était produit à son égard dans l'opinion italienne à la suite des événements du mois d'août de 1914, le Gouvernement allemand tâcha de se justifier devant « le public ».

L'effort de propagande qu'il fit fut énorme et intelligent. S'il était possible de retourner l'opinion publique d'un pays par la multiplication des pamphlets, des journaux, des discours, le Gouvernement allemand aurait réussi. L'échec fut complet. Le gouvernement allemand l'a si bien compris que, depuis cette époque, il a abandonné toute tentative de propagande, au moins en Italie. Tout ce qu'on raconte sur la propagande allemande en Italie depuis la guerre est pure légende.

Ces considérations comportent une conclusion pratique. Les peuples, tels qu'ils sont aujourd'hui, se croient beaucoup plus infailibles que les rois de droit divin d'autrefois. Les convaincre d'erreur est tâche au-dessus des forces de la dialectique la plus savante et la plus tenace. Maintenant que la politique ne se fait plus de cour à cour, mais de peuple à peuple, il faut donc beaucoup de prudence et beaucoup de patience.

Il faut beaucoup de prudence. Quand un peuple a un gros intérêt à débattre avec un autre peuple, il faut se demander toujours quel sera l'effet que tel ou tel acte de sa politique fera sur l'opinion publique de l'autre pays par rapport à cette question, c'est-à-dire si elle le rendra favorable ou contraire à telle ou à telle autre solution. Rien ne serait plus dangereux que de croire qu'un point de vue seulement, parce qu'il nous paraît vrai et juste, doit être reconnu pour tel même par l'autre peuple. On ne fera, par cette méthode, que multiplier les malentendus.

Il faut beaucoup de patience. Si dans une question grave, l'opinion d'un pays prend une attitude hostile aux désirs ou aux nécessités d'un autre pays, il faut que celui-ci sache attendre. En brusquant les choses on pouvait autrefois impressionner un gouvernement; on ne peut aujourd'hui impressionner un peuple, surtout quand il est en dehors du contact géographique. Chaque peuple est, maintenant, surtout à une certaine distance dans l'espace, autonome et inviolable. Les raisonnements ne sont jamais à négliger dans ces grands débats entre peuples, même sans leur accorder une confiance excessive.

Mais ce qui est surtout nécessaire, c'est de savoir attendre et, dans la mesure du possible, préparer les événements et les faits qui changeront l'opinion de l'autre peuple.

Le temps semble destiné à devenir un élément capital de la politique internationale. Si la vitesse est la loi dominante de la vie moderne, les grandes affaires entre les nations feront probablement exception à la loi. Elles trouveront leurs meilleures solutions dans la lenteur.

GUGLIELMO FERRERO.

## LE FRANÇAIS TEL QU'ON L'ECRIT

M. Abel Hermant nous a donné dans son *Xavier* la théorie et la pratique de l'art d'écrire en français. André Thérive et Jacques Boulenger avaient déjà restauré la grammaire. A leurs travaux, Curnonsky et Bienstock ajoutent une collection de monstres pour enseigner, par l'exemple, les fautes qu'on doit éviter. Leur *Musée des erreurs ou le français tel qu'on l'écrit*, est comme le musée Dupuytren de la tératologie grammaticale.

Au moment où je me sers de cette image, je me demande si je ne m'expose pas à figurer dans le sottisier de leur prochain recueil. Il est si difficile d'écrire en français, si difficile d'être à peu près pur et même à peu près correct, si difficile d'éviter le galimatias! Nous avons relevé, naguère, dans la *Révolte des Anges* d'Anatole France, quelques fautes qui seraient comptées au baccalauréat et même au certificat d'études pour de très grosses fautes. Et nous les citions à propos de deux livres, l'un de M. Antoine Albalat et l'autre de M. Jean Psichari, où ces deux professeurs pouvaient être surpris à leur tour en flagrant délit de solécisme ou d'impropriété.

*Iliacos intra muros peccatur et extra.* Quel est l'écrivain qui peut se vanter d'être et d'avoir été toujours impeccable? J'ai eu

un jour une difficulté, qui est même allée devant les tribunaux, avec un auteur que je ne nommerai pas pour ne pas lui accorder un supplément de réclame et qui prétendait qu'un de mes collaborateurs de la *Revue Universelle* avait commis une faute de français. Condamné à insérer la réponse de cet auteur, je fis le pari d'y trouver un solécisme qui m'arriva, en effet, par ministère d'huissier. Le censeur imprudent s'était pris à son piège.

En lisant les remarques spirituelles et presque toujours justes de Curnonsky et de Bienstock, je me disais aussi que j'arriverais bien à trouver quelque défaut à leur cuirasse. J'ai cru d'abord que je ne gagnerais pas et il a fallu prendre des lunettes. Tout de même, enfin à la page 255, j'ai pu pointer dans leur texte *davantage que*. Faute légère, et même contestable. *Davantage que* et *davantage de* sont employés par d'excellents auteurs du XVII<sup>e</sup> siècle. C'est au XVIII<sup>e</sup> que les grammairiens ont condamné ces deux façons de parler, mais la condamnation est formelle. Prenons acte et passons.

La page 281 du *Musée des erreurs* est plus fertile. On y peut lire que « le charabias et le galimatias sont l'apanage exclusif des cacographes et des hurluberlus ». Pourquoi cet « exclusif » qui rappelle

douloureusement « l'article exclusif » des magasins ? Curnonsky et Bienstock ont pourtant un chapitre amusant sur le pagon de la publicité commerciale. Apanage, pris au figuré, signifie une qualité qui est propre à quelqu'un. Apanage exclusif est donc un pléonasme, cousin germain de la célèbre « panacée universelle », sans cesse blâmée et qui repousse sans cesse, comme le chiendent.

Quatre lignes plus bas, Curnonsky et Bienstock reprennent à feu Ernest La Jeunesse ses « notoires contemporains ». C'est M. Paul Souday qui le remarquait récemment à propos d'un autre livre : *notoire* se dit des choses. On dit *notable* pour les personnes. L'histoire ne parle pas d'une Assemblée des Notoires, mais d'une assemblée des Notables.

..

Au fait, ce sont des vétilles. Qui n'en a que de pareilles sur la conscience peut marcher le front haut. Tourmons sept fois notre plume dans notre encrier et demandons-nous toujours si nous ne sommes pas en contravention avec Littré et Vaugelas, et, ce qui serait pire, avec le bon sens et le goût.

Léon Treich m'invitait l'autre jour à répondre à la question suivante : « De toutes les phrases que vous avez écrites, quelle est celle dont vous êtes le plus content ? » Sollicitation subtile ! Prime infernale à la fatuité ! Que Léon Treich trouve ici la réponse qu'il n'aura pas reçue. Je lui dirai que la phrase dont je suis le plus content, c'est celle qui est vraiment irréprochable ; et je ne sais pas où elle est. Heureux qui écrit dans l'ignorance des règles ! Heureux comme celui qui, indifférent à l'étiquette, ne se demande pas, si causant avec la femme d'un duc, il n'a pas omis quelquefois de dire « Madame la duchesse ».

Il faut qu'il y ait des puristes pour que la langue ne se corrompe pas tout à fait, mais le purisme est une torture. Connaissez-vous la règle des trois verbes ? Flaubert, je crois, la tenait pour absolue. Il n'admettait pas, par exemple : « Il faudra faire dire », ou : « Vous devriez envoyer chercher ». Pourtant cette cascade d'infinifitifs est employée tous les jours. Elle est rapide et commode. Nous nous en ser-

vons sans nous en apercevoir dans le langage courant et nous aurions bien de la peine à nous en passer, à moins d'employer des circonlocutions prétentieuses. Il est certain que cela ne s'écrit pas si l'on veut écrire bien. Y a-t-il beaucoup de personnes pour le remarquer ?

On ne remarque plus, tant l'usage en est devenu général, l'emploi du génitif par fausse élégance. Dieu me pardonne si ce n'est pas M. Clémenceau qui a lancé cette faute funeste. Nous sommes, pour cetteraison, quelques-uns à l'appeler avec irrespect le père Génitif, et, quand on cherchait un titre pour son journal, où d'ailleurs il n'a jamais écrit, nous propositions : *le Génitif*. Son *Démôsthène* est encore rempli, bourré, farci de ces formes irritantes pour l'oreille et pour l'esprit. On y relève, dans l'espace de quelques lignes : « Un développement d'intellectualité », « des coordinations de positivité », « la musique de parler », « des chaudières d'idéal et de basses turbulences », etc... On en dresserait un catalogue. C'est un tic, une manie dont le mécanisme devient sensible quand on lit, dans le *Démôsthène*, « les résistances d'apathie et de mauvais vouloir », comme si Apathie et Mauvais Vouloir étaient des personnes ou des allégories du *Roman de la Rose*, et quand il serait si simple de dire : « les résistances de l'apathie et du mauvais vouloir ». Il est inconvenant, je le sens bien, d'avoir l'air de donner une leçon de français à l'homme qui a sauvé la France. Mais plus il part de haut, plus l'exemple est suivi.

Ce procédé, M. Clémenceau l'a pris aux Goncourt. « Un pays de beauté » pour « un beau pays », tout uniment, tout bêtement, comme aurait parlé Martine, c'est un tour, un tour prétentieux, qui vient de l'écriture artiste. J'ouvre au hasard un tome de *l'Art au XVIII<sup>e</sup> siècle*, le meilleur livre des Goncourt, celui qu'ils ont peut-être aussi le plus signolé. J'y trouve à la file : « Une attitude de nature ; — la variété des mouvements de grâce ; — un talent d'estompe et de caresse », etc... Le maniérisme des Goncourt a passé, par Zola, dans le langage pseudo-philosophique et pseudo-scientifique, puis grâce à cet intermédiaire, dans le jargon politique. On trouve que cela fait bien, que

cela vous a un air profond et distingué, que cela décèle « un développement d'intellectualité ». Pas un ordre du jour, à la Chambre, où les génitifs ne se succèdent comme les cataractes du Nil. M. Léon Blum lui-même, qui, jadis, écrivait autrement dans son essai sur Stendhal, s'est mis à se servir de cette déplorable construction. Il fait « à la manière » de Clémenceau. Il parle de « solutions de justice » ou de « solutions de sagesse » ou de « solutions d'audace », ce qui signifie, proprement au sens de « solution de continuité » des ruptures, des absences ou des décompositions (*solvere*) de justice, de sagesse, d'audace, ou plutôt ce qui ne signifie rien. Pourquoi ne pas dire, comme vous et moi, des solutions justes, sages, audacieuses ? Quand on veut dire qu'il pleut, La Bruyère conseille de dire : « Il pleut ».

Et combien d'autres formes vicieuses prennent droit de cité ! On n'a que l'embarras du choix. « *Il n'y a pas que lui* » circule partout. Personne, ou presque personne, ne proteste plus contre l'emploi fautif de *quiconque*. Cet emploi se généralise au point d'être à peu près admis. Vous lirez sous la plume d'écrivains connus : « Il distribuait des poignées de main à quiconque », ou bien : « On ne doit faire tort à quiconque. » En bon français, *quiconque* doit être sujet et gouverner la phrase. Autrement, il faut dire « personne » ou « qui que ce soit ». C'est pour rendre sensible le ridicule de cette faute que les vieux grammairiens avaient composé un distique plaisant cité par Emile Deschanel dans ses *Déformations de la langue française*.

Triton marchait devant, qui tirait de sa conque  
Des sons si séduisants qu'ils séduisaient quiconque.

On dit : « J'aimerais mieux me pendre que d'aller là ». Mais on ne doit pas dire : « Je préférerais me pendre que d'aller là ». Avec « préférer » il faut « plutôt

que de ». Sans doute cette règle est négligée. Elle a l'air d'une chinoiserie et pourtant elle est fondée sur le sens, car préférer ne contient pas l'idée de comparatif qu'ajoute « plutôt ». Et, comme toujours, cette faute en entraîne une autre. Dans un langage peu surveillé *préférable* tend déjà à se confondre avec *meilleur*. Et l'on entend dire : « Le premier chemin est préférable que le deuxième ».

Ces péchés sont presque véniels auprès des effroyables barbarismes que relèvent Curnonsky et Bienstock dans les journaux et dans les livres. Des hommes qui font métier d'écrire ne savent plus conjuguer les verbes en *ir*, en *oir* et en *re*. Un fait-divers relate que « les coupe pleuvèrent drus et fermes. » Le participe passé du verbe *échoir* devient *échoué*. Un romancier écrit : « Je prenai » pour « Je pris », ce qui, ailleurs, a pour équivalents : « je choisisai » et « je jouissai ». Un auteur qui risque un imparfait du subjonctif, tombe dans « qu'il riât ». Après cela, allez donc chercher la petite bête ! Curnonsky et Bienstock ont composé un vaste sottisier en ne chassant que la grosse.

Cependant, voulez-vous échapper au péril de figurer dans leur anthologie des cacographies ? La recette a été donnée, jadis, par Jean Moréas et elle est bonne. Si vous n'êtes pas certain d'une tournure, abstenez-vous, construisez d'une autre manière. Si votre phrase vous paraît lourde, peu claire, sujette à caution, coupez-la en deux. Si vous n'êtes pas sûr du sens d'un mot, employez-en un autre plus simple, et que vous connaissiez bien, ce qui vous épargnera une impropreté. Et tenez ! C'est encore une règle qui tombe en désuétude : on n'évite pas un malheur à quelqu'un ; on le lui épargne.

Jacques BAINVILLE.

